

Droit des contrats



Notions élémentaires



Conditions de validité du contrat (rappel)

Un contrat est valablement formé si (art. 1128 C. civ.) :

- les parties y consentent librement et ont la capacité de contracter
- son contenu **existe** : il est **licite, certain** et les prestations des parties sont **déterminées ou déterminables** (art. 1163 C. civ.).



Le contenu du contrat

Un contenu certain

Un **contenu certain** s'oppose
à un contenu **impossible**.

Ex : guérir un malade
incurable ; vendre un objet
détruit

Le contenu peut **exister dans
le futur**.

Ex : achat d'un immeuble sur
plan (art. 1128 C. civ.)



Un contenu licite

Le contrat doit respecter **la loi, l'ordre public et les bonnes mœurs** par ses **stipulations** (ex : est illicite la vente d'objets de contrefaçon) et par son **but** (la location d'un appartement est licite sauf si le but est de s'y livrer à un trafic de drogue) (art. 1162 C. civ.).



Un contenu déterminé ou déterminable

Le contenu du contrat, ce à quoi les parties se sont engagées - la prestation promise - doit avoir été clairement **déterminé** (fixé) par les parties **lors de la conclusion du contrat.**



A défaut, le contenu doit être
déterminable : il peut être
déduit du contrat ou
susceptible d'être déterminé
par une **référence extérieure**
(usages, relations antérieures
des parties) **sans qu'un**
nouvel accord de volontés
soit nécessaire (art. 1163 C.
civ.).



L'obligation de payer le prix

L'obligation de payer le prix
est soumise à l'exigence de
l'article 1163 du C. civ. : le **prix**
doit **en principe** être
déterminé ou déterminable
lors de la formation du
contrat.



Les exceptions

Le prix peut ne pas être déterminé (non chiffré) ni déterminable dans :

- les **contrats cadres** (qui fixent les caractéristiques générales des relations futures) (art. 1164 C. civ.)
- les contrats de **prestation de service** (art. 1165 C. civ.).



Conditions

Dans ces contrats, le prix peut être **fixé unilatéralement**

(par l'une des parties) ***a posteriori***, à deux conditions :

- les parties doivent avoir **convenu** de cette possibilité

- la partie qui fixe unilatéralement le prix doit pouvoir le **motiver** s'il est contesté.



A défaut, le juge peut sanctionner l'**abus dans la fixation du prix** par l'allocation de **dommages-intérêts** et la **résolution** du contrat (art. 1164 et 1165 C. civ.).



MAITZ
A V O C A T
JUN